

Sarkozy teste le sang-froid des Turcs

mardi 18 décembre 2007, par [Andrew Finkel](#)

Comment la Turquie peut-elle transformer ce *non en *oui** ? Les partisans européens d'Ankara conseillaient de manifester de la colère, pendant une semaine où le Premier ministre turc accusa le président français d'être un menteur, un hypocrite, et où l'Association des industriels et hommes d'affaires turcs (TÜSIAD), le plus grand syndicat patronal de Turquie, a publié une déclaration parlant d'un comportement « illégal », et même « pathologique ».**

« *La route vers Bruxelles a toujours été sinueuse* », a déclaré, en guise de réconfort, Richard Howitt, porte-parole du Parti travailliste britannique au Parlement européen pour les affaires étrangères. Pour sa part, il a jugé la candidature turque très bonne sur le papier, et a exhorté Ankara à poursuivre son entreprise de réformes. Toutefois, même M. Howitt a accusé le président français d'être trompeur. Il a déclaré que si la proposition française d'une commission sur l'avenir de l'UE cachait l'intention de s'opposer à la candidature turque, la Grande-Bretagne ne devrait pas prendre de gant pour y répondre.

La cause de tout ce tapage, ce ne sont pas les mots que la France emploie, mais ceux qu'elle a réussi à ne pas faire employer. Une déclaration publiée à la fin d'un des conseils de ministres des Affaires étrangères, réuni à Lisbonne annonçait combien tout le monde attend avec impatience la fin de ce mois pour que commencent les « conférences intergouvernementales » avec la Croatie et la Turquie. Suite à l'insistance française, la déclaration a omis de mentionner que le seul objectif de ces réunions était l'adhésion de ces deux pays.

M. Sarkozy, à la manière d'une personne souffrant de trouble obsessionnel compulsif (TOC), est déterminé à ce que l'Europe évite toute expression qui reconnaît un droit à l'adhésion plutôt qu'un partenariat privilégié, ou une place dans un *Club Méditerranée**.

La présentation, par le président français, de la Turquie comme faisant partie de l'Asie mineure et non de l'Europe a suffi à susciter une tension diplomatique. « *M. Sarkozy n'est pas le seul à décider de qui est européen ou pas. Je suis stupéfait que les intellectuels ne réagissent pas davantage contre cette décision* », a déclaré Özdem Sanberk, ancien premier secrétaire du ministère turc des Affaires étrangères.

À la commission de Bruxelles, on fait reluire la déclaration de Lisbonne. « Rien n'a changé », « Les discussions doivent aller de l'avant ». Les ministres des affaires étrangères affirment que la déclaration fait référence à la décision de 2006, c'est-à-dire d'adhésion. En effet, la semaine prochaine, la Turquie devrait voir s'ouvrir deux autres chapitres sur l'acquis communautaire — celui concernant les réseaux transeuropéens de transport et de télécommunication, et celui sur les droits du consommateur et la protection de la santé. Aussi importants que ces puissent être ces domaines, ils ne sont pas suffisants pour obtenir que les écoliers turcs chantent dans la rue l'*Hymne à la joie*.

« La meilleure réaction est de ne pas réagir », a déclaré Tulû Gümüştekin, dirigeant du cabinet de consultants CPS, basé à Bruxelles, spécialisé dans les questions européennes, répétant qu'il faut faire le gros dos. Cela signifie prendre des décisions douloureuses, comme de mettre au panier l'article 301 du Code pénal turc, ou d'autoriser les Chypriotes grecs à utiliser les ports turcs.

Il y a dix ans, presque jour pour jour, la Turquie avait souffert bien plus encore, lorsque le sommet de Luxembourg ne l'avait pas placée sur le même pied que les onze autres pays candidats à l'élargissement. À cette occasion, le sommet offrit à la Turquie un important lot de consolation — une stratégie d'adhésion, c'est-à-dire le droit de se considérer, pour la première fois, comme candidate. Cependant, le Premier ministre turc de l'époque, Mesut Yılmaz, réussit à transformer, par son intempérance langagière, un

sérieux revers en une cinglante défaite.

Certes, la réaction de la Turquie fut plus discrète cette semaine qu'en 1997, lorsque M. Yılmaz accusa le chancelier allemand Helmut Kohl de considérer l'élargissement comme une nouvelle version de la quête nazie du Lebensraum (« espace vital ») en Pologne. En privé, cependant, les hauts fonctionnaires se posent la question de savoir si les réactions relativement mesurées du gouvernement turc sont délibérément telles, ou si elles sont dues à une hésitation sur la réaction à manifester.

Dans son irritation plus que calculée, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan a accusé le président français de « *nous dire une chose en face, et d'en dire une autre quand nous avons le dos tourné* » — une « tactique politique » qui, a-t-il déclaré devant la TÜSIAD, « *n'était pas chic* ». « Nous avons été, et nous demeurons déterminés à faire route vers l'Europe. »

Le pire cauchemar de M. Sarkozy peut être d'avoir réussi là où les propres bureaucrates de M. Erdoğan ont échoué : sortir la Turquie de sa léthargie européenne, lui faire prendre à bras-le-corps le projet européen, et nous mettre au travail.

* En français dans le texte (NdT).

Sources

Source : « Zaman », 15 décembre 2007.

<http://www.todayszaman.com/tz-web/d...>

- Traduction pour TE : MG.